



**COMPTE RENDU DU SEMINAIRE DE TRAVAIL FILL - SLL  
« OBSERVATION PARTAGÉE DES FINANCEMENTS PUBLICS  
DU LIVRE ET DE LA LECTURE »  
LUNDI 30 MAI 2011**

**PRÉSENTS :**

**Structures régionales pour le livre  
(SRL) :**

Christian RYO - Livre et lecture en  
Bretagne  
Françoise GINIÈS et Katy-Lise  
ATAMIAN – ARL Provence-Alpes-Côte  
d'Azur  
Marie-Laure GUERAÇAGUE - CRL en  
Limousin  
Olivier DU PAYRAT - ÉCLA Aquitaine  
Geneviève DALBIN – ARALD, Rhône-  
Alpes  
Sylviane SAMBOR – CRL Poitou-  
Charentes  
Florence GAUTIER – CRL Lorraine

**Plateformes interrégionales du spectacle  
vivant :**

Magali BLAIN – Agence des arts du  
spectacle PACA (ARCADE)  
Thomas VRIET - Agence régionale du  
spectacle vivant en Poitou-Charentes  
(ARSV)

**Conseillers livre et lecture (CLL) des  
Directions régionales des affaires  
culturelles (DRAC) :**

Elisabeth MELLER-LIRON - CLL  
Aquitaine  
Joëlle CARTIGNY - CLL Limousin  
Jacques DEVILLE - CLL Lorraine

**Fédération interrégionale du livre et de  
la lecture (FILL) :**

Patrick VOLPILHAC, président  
Sophie GARAYOA, chargée de mission

**Ministère de la Culture et de la  
Communication :**

Nicolas GEORGES, Directeur du Livre et  
de la Lecture - MCC / Direction générale  
des médias et des industries culturelles  
(DGMIC) / Service du Livre et de la  
Lecture (SLL)  
Véronique PALANCHÉ - SLL / action  
régionale  
Claire BONELLO - SLL / action régionale  
Laure COLLIGNON - SLL / chef du  
département de la lecture  
Nathalie BERTHOMIER - SLL /  
département de la lecture  
Florent PALLUAULT - SLL / département  
du patrimoine et de la politique numérique  
Laurent BABE - Direction générale de la  
création artistique - DGCA

**EXCUSÉS :**

Louis BURLE - CLL PACA  
Gérard BRUGIERE et Bruno  
DARTIGUENAVE - CLL Bretagne  
Fédération nationale des collectivités  
territoriales pour la culture (FNCC)  
Inspection générale des bibliothèques  
(IGB)



Catherine LEPHAY-MERLIN - Direction générale de la création artistique (DGCA)

## Ouverture par Nicolas GEORGES, directeur du Livre et de la Lecture

Cette réunion est le premier point d'étape national sur l'avancement du projet d'expérimentation d'un dispositif d'observation partagée des financements de l'État et des collectivités territoriales dans le domaine du livre et de la lecture

Copiloté par la FILL et par le SLL, ce projet est né du constat de la dispersion et de l'hétérogénéité des données relatives aux politiques publiques en faveur du livre et de la lecture, établi notamment à la suite d'une **étude de l'IGB** relative au repérage et à l'évaluation des politiques communes et concertées État/Régions et État/Départements<sup>1</sup> en 2007. C'est pourquoi, le Service du Livre et de la Lecture (SLL) a confié **au Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) une étude** visant à définir la pertinence et la faisabilité d'un outil d'observation partagée des politiques en faveur du livre et de la lecture et l'intérêt que les différentes collectivités y porteraient. L'enquête rendue par le CREDOC en 2009 met en évidence la difficulté de constitution d'un outil d'observation partagée unique au niveau national notamment du fait des modes d'intervention publique hétérogènes et des réticences de la part des représentants des collectivités territoriales. Ce constat a ouvert la voie à une **expérimentation** menée en partenariat avec des collectivités territoriales volontaires au moyen d'un outil unique d'observation des politiques du livre et de la lecture permettant une **mise en cohérence** et une **visibilité accrue** de l'action publique. Conscients que l'identification claire des porteurs de l'observatoire conditionnerait la réussite d'une telle expérimentation, le SLL a choisi de copiloter avec la FILL la mise en place de ce système de recueil de données et de confier aux SRL volontaires le pilotage de ce recueil des données financières.

Cette expérimentation vise à élaborer une **méthodologie argumentée de recueil des données en mettant en évidence si nécessaire les difficultés** liées à l'obtention de certaines informations.

Le travail ambitieux mené dans 4 régions porte sur l'ensemble des champs du livre et de la lecture : lecture publique, patrimoine écrit et numérisation, économie du livre, vie littéraire et création et concerne tous les échelons de collectivités territoriales (conseils régionaux,

---

<sup>1</sup> GAUTIER-GENTES Jean-Luc, *Livre et lecture : repérage et évaluation des politiques communes et concertées État/régions et État/départements*, 2007. Disponible en ligne : <http://www.centrenationaldulivre.fr/?Livre-et-lecture-reperage-et>



conseils généraux, villes des préfetures et chefs-lieux, communes et établissements publics de coopération intercommunale).

Il est concomitant avec l'enquête interrégionale sur les financements de la Culture lancée par le Ministère dans 5 régions<sup>2</sup> en 2008 qui identifie notamment des items relatifs au livre et à la lecture. Il nous a semblé opportun, dans une région telle que PACA qui porte cette plateforme d'observation des financements de la Culture et bénéficie d'une grande expérience en matière d'observation grâce au travail d'ARCADE, de mutualiser les informations et de mettre en regard au cours de cette journée les retours méthodologiques.

Dès lors, le SLL explore de manière approfondie la question de l'observation partagée, qui figure parmi les propositions émises par Jérôme Bouet, inspecteur des affaires culturelles, dans son rapport intitulé « 21 propositions pour relancer le partenariat entre l'État et les collectivités territoriales dans le domaine culturel » et remis en octobre 2010.

Il est désormais temps, à mi-parcours, de faire part des accomplissements, des avancées mais aussi des écueils voire des échecs rencontrés. Les retours d'expérience sur le terrain ainsi collectés devraient permettre de décider de l'abandon, de la continuation ou de la généralisation de l'expérimentation.

### **Ouverture par Patrick VOLPILHAC, président de la FILL**

Suite à l'appel à projets lancé par la FILL, le Centre régional du livre en Limousin, l'agence ÉCLA Aquitaine, l'Agence régionale du livre en Provence-Alpes-Côte-d'Azur qui s'est appuyée sur le travail d'observation réalisé par ARCADE, agence des arts du spectacle en PACA en dégageant de ses études généralistes les données relatives à la filière livre se sont portés candidats.

De plus, Livre et lecture en Bretagne vient compléter ce panorama d'expérimentations en présentant aujourd'hui la démarche engagée autour d'**Étude préparatoire à la création d'un Observatoire du secteur du Livre en Bretagne historique**.

Patrick Volpilhac rend hommage à ces structures et rappelle que l'observation ne fait pas partie de leurs missions, contrairement aux agences des arts du spectacle, comme ARCADE en PACA et ARSV en Poitou-Charentes.

## **I- Approche sectorielle : les financements du livre et de la lecture**

---

2 L'enquête sur les financements de la Culture est conduite en PACA, Rhône -Alpes, Languedoc-Roussillon, Poitou-Charentes et Lorraine.



## A- CRL en Limousin : lecture publique, par Marie-Laure GUERACAGUE, directrice du CRL en Limousin (cf. pièce jointe n°1)

**Marie-Laure Guéraçague** présente les travaux conduits en Limousin. Ces derniers ne répondent que partiellement à l'appel d'offre, car les forces humaines et financières du CRL sont déjà investies dans le Contrat de progrès de soutien à la filière économique du livre (édition, librairie et interprofession).

Le CRL en Limousin a choisi d'articuler le recueil de données avec d'autres enquêtes qu'il conduit en 2011 au sein des bibliothèques, à savoir : accueil des auteurs dans les bibliothèques et établissements scolaires ; réalisation d'une cartographie des bibliothèques de la région suivant les niveaux ; offre de services en ligne et accès à internet des bibliothèques et actions menées par les bibliothèques dans la lutte contre l'illettrisme.

La DRAC Limousin, avec l'appui de laquelle ce travail d'observation a été mené, a pu dégager le budget suffisant à l'embauche d'une personne à mi-temps pendant quatre mois pour participer à la collecte de données.

Au vu de la spécificité géographique de la région – le Limousin ne compte que 6 villes de plus de 10 000 habitants – le périmètre d'observation a été élargi aux villes de moins de 20 000 habitants : Limoges, Brive-la-Gaillarde, Tulle, Ussel, Saint-Junien, Guéret.

Consacrée exclusivement à la lecture publique, l'expérimentation en Limousin se fonde sur un questionnaire réalisé conjointement par la DRAC et le CRL permettant d'identifier les financements dédiés au **fonctionnement des bibliothèques** (ou fluides) et à l'**action culturelle**. En ce qui concerne les charges de fonctionnement, le choix a été fait d'étendre l'analyse des coûts des fluides à l'ensemble des charges de fonctionnement (maintenance, dépenses numériques notamment). Cet indicateur est toutefois peu fiable et mérite d'être précisé car les résultats obtenus dépendent d'éléments divers tels que la date de construction du bâtiment et la surface dédiée à la lecture publique.

Une lettre accompagnée du questionnaire a été rédigée à l'attention des professionnels, d'une part, et des collectivités territoriales concernées, d'autre part. Les résultats de l'enquête auprès des bibliothèques et des services des collectivités seront ensuite mis en regard avec les données recueillies par la DRAC et le CRL. Afin d'obtenir le plus de réponses possible, le CRL se rendra dans la mesure du possible sur place pour aider les établissements à renseigner le questionnaire. L'objectif du CRL est de terminer cette observation à la fin de l'année 2011.

**B- ÉCLA Aquitaine : méthodologie et premiers constats, par Olivier DU PAYRAT, directeur du département du livre et de l'écrit (cf. pièce jointe n°2)**

Olivier du Payrat présente l'étude menée par le cabinet Émergences Sud mandaté pour mener l'observation en Aquitaine. Les conditions et la méthodologie de l'étude ont été établies par l'agence ÉCLA Aquitaine en accord avec la DRAC Aquitaine et en lien avec la Mission d'observation de la culture portée au sein des services du conseil régional d'Aquitaine.

La FILL et le SLL ont été associés de manière très étroite à la conduite de l'expérimentation.

Le choix a été fait de modifier le périmètre de l'échantillon retenus pour certains indicateurs : celui relatif aux lieux littéraires inclut des villes de moins de 20 000 habitants afin d'éviter une surreprésentation de la Gironde, seuls les départements de la Dordogne et de la Gironde sont pris en compte en ce qui concerne la lecture publique, etc. Les questionnaires ont été adressés aux villes et aux bibliothèques, aux BDP et aux départements, à la DRAC et à la Région. Certains indicateurs ont dû être précisés dans leur formulation. Il importe de noter que les résultats obtenus ne sont pas systématiquement représentatifs du fait de biais méthodologiques (biais territorial induit par l'échantillon, non-réponses, etc.).

**L'étude réalisée par Émergences Sud (cf. pièce jointe n°2) rend compte des difficultés méthodologiques, des précautions nécessaires dans l'analyse des résultats pour chaque indicateur et analyse la pertinence de l'indicateur et la faisabilité de sa mise en place.**

Olivier du Payrat souligne finalement l'importance de fixer une méthodologie simplifiée et réaliste tout en gardant à l'esprit que cette simplicité nécessaire présente des écueils. La conduite d'une telle enquête nécessite des moyens humains, financiers et techniques significatifs et un temps considérable accordé à l'élaboration, à la mise en application puis à l'interprétation des données recueillies.

Il semble pertinent de resserrer le nombre d'indicateurs et de les définir très clairement afin de les rendre compréhensibles par tous. Les analyses qualitatives doivent être préférées. Pour chaque indicateur, l'échelon approprié à son recueil ainsi que les opérateurs doivent être questionnés.

**En conclusion de la matinée**, des interrogations sont formulées relatives aux objectifs, au bien-fondé et aux moyens de l'expérimentation. En effet, selon Patrick Volpilhac, une telle volonté de transparence quant aux financements consentis par les acteurs publics est susceptible de nuire à la richesse et à la créativité des modalités d'intervention des pouvoirs publics en poussant les intervenants à tendre vers une modélisation de leur action. Par ailleurs,

la question des objectifs d'un tel dispositif d'observation, dont la pertinence est soumise à sa pérennité, demeure posée.

Nicolas Georges rappelle les enjeux d'une telle expérimentation du point de vue de l'État. Il s'agit de procurer une vision globale de l'intervention de l'État sur son territoire national afin d'identifier et de pallier des éventuelles carences dans l'accès à la lecture et au livre et dans l'aménagement culturel du territoire. Cette mission de rééquilibrage est d'ailleurs la clé de voûte de l'action des services déconcentrés de l'État en région. De plus, l'État peut ainsi connaître le positionnement de son intervention au regard des efforts des collectivités territoriales. Enfin, ce type d'étude permet d'évaluer l'aide publique globale consacrée au livre et à la lecture par rapport aux autres champs de la culture.

La FILL et ses membres affirment partager la volonté de rééquilibrage de l'État qui s'exprime particulièrement bien dans les contrats de progrès en faveur de la filière livre, mais d'autres interrogations subsistent, notamment sur la pertinence des indicateurs. Il existe déjà un certain nombre de chiffres-clefs qui permettent d'obtenir des ordres de grandeur des financements publics. En ajouter de nouveaux, les affiner en croisant avec d'autres données est incompatible avec la réalité des forces et des moyens sur le terrain. De plus, il existe des données qui ne sont pas suffisamment exploitées tandis que d'autres ne font pas l'objet de retours auprès des opérateurs interrogés. Trente ans de décentralisation ont apporté une certaine opacité sur ces questions. En conséquence, il est extrêmement difficile de faire remonter des éléments exhaustifs en matière de financement.

## **II- Approche généraliste : les financements de la Culture**

**L'observation menée en PACA** est un exemple particulièrement intéressant de partage méthodologique entre structures. En effet, l'ARL PACA a bénéficié du travail d'observation mené par ARCADE. L'observation s'inscrit dans les missions d'ARCADE depuis 1990 et l'agence participe de manière très active à la plateforme interrégionale d'observation des financements publics de la culture.

**A- « Les financements publics de la Culture en 2008 », enquête interrégionale : présentation de la méthodologie, état d'avancement de l'enquête, premiers retours méthodologiques, par Magali BLAIN, responsable de l'Observatoire de l'ARCADE (cf. pièce jointe n°3)**

Cinq agences régionales sont engagées dans le cadre du dispositif interrégional d'observation des financements publics de la culture (Lorraine, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-



Roussillon, Poitou-Charentes et Rhône-Alpes) et interrogent les comptes administratifs 2008 de l'ensemble des financeurs publics (dont un panel des villes de moins de 10 000 habitants). En PACA, 16 000 dépenses culturelles ont été identifiées pour un montant d'un milliard d'euros après élimination des « doubles comptes » et des « restes à réaliser ». Grâce à une double nomenclature, ARCADE présente les bénéficiaires ainsi que les actions financées.

**B- ARL PACA : le focus livre assuré par la SRL : méthodologie poursuivie, état de l'enquête, difficultés rencontrées, par Françoise GINIÈS, responsable administrative et Katy-Lise ATAMIAN, chargée d'information (cf. pièce jointe n°4)**

Après un temps assez long de repérage des « bénéficiaires livre » et des « actions livre » au sein du fichier de l'ARCADE, Françoise Giniès a dû requalifier les données à partir des types des financeurs et selon le schéma de la filière livre – librairie et édition / vie littéraire / lecture publique / patrimoine – qui diffère de celui du spectacle vivant, à savoir création / production / diffusion et promotion. Cet effort de requalification a duré un mois et demi à plein temps et a concerné 1 500 lignes de données.

Il a fallu également compléter les résultats du fait de données trop englobantes et les comparer avec d'autres sources. Ainsi, concernant l'indicateur relatif aux fluides, les charges de fonctionnement constituent la seule donnée disponible. Dans le cas de l'indicateur portant sur l'action culturelle, outre les bibliothèques, des associations sont soutenues à ce titre et apparaissent au sein des comptes administratifs de manière indifférenciée.

Le manque d'homogénéité des données et le difficile repérage d'informations relatives à certains financements, notamment les aides en nature (prêt de matériel, location de locaux à titre gratuit...) constituent des écueils dans la mise en œuvre de l'expérimentation.

En conclusion, ce travail commun ARCADE – ARL PACA pourrait être élargi aux quatre autres régions qui participent au dispositif interrégional d'observation des financements publics de la culture. Il présente notamment l'avantage de donner lieu à une restitution aux collectivités territoriales.

**En Poitou-Charentes un travail similaire a été entrepris par l'agence régionale du spectacle vivant, l'ARSV, qui fait partie des cinq plateformes réalisant en partenariat avec la DGCA une mission d'observation interrégionale, en contact avec le Centre du livre et de la lecture en Poitou-Charentes dirigé par Sylviane Sambor. Deux personnes à temps plein se sont consacrées à cette étude pendant un an.**



### **III- Discussion : Quelles pistes de collaboration partagée État/Collectivités territoriales en matière d'observation ?**

#### **Avec l'exemple de Livre et Lecture en Bretagne : mise en place d'un dispositif d'observation partagée sur les territoires, par Christian RYO, directeur.**

**Pour la Bretagne, Christian Ryo présente l'étude réalisée par la structure régionale Livre et lecture en Bretagne « Étude préparatoire à la création d'un Observatoire du secteur du Livre en Bretagne historique ».**

Cette démarche d'« observation permanente mais modeste » réduit le nombre de champs d'intervention analysés mais se veut plus précise sur les questions abordées. Il s'agit également pour Christian Ryo d'associer les opérateurs régionaux en amont et sur le long terme afin de s'assurer d'un taux de réponse plus élevé. Livre et lecture en Bretagne associe d'ailleurs les acteurs du livre et de la lecture à l'élaboration des questionnaires.

Concernant les indicateurs, les données recueillies permettront d'établir des repères « constants » au-delà desquels pourront être réalisées des études plus précises, ad hoc, afin de répondre à des interrogations ponctuelles partagées par les divers acteurs, comme par exemple le diagnostic récemment demandé par le pays de Morlaix qui sera partagé avec d'autres services dont l'EPCC du spectacle vivant.

Plutôt que de concentrer les efforts sur l'aspect quantitatif, le nombre d'indicateurs retenus est diminué afin de mettre en exergue des tendances lourdes. En effet, le surenchérissement dans la collecte des données quantitatives tout comme les faibles retours constituent les deux écueils principaux.

### **IV- Synthèse des débats et conclusion**

Observer le financement des équipements de lecture publique, clairement identifiés, ne présente pas de difficulté particulière. En revanche, des pierres d'achoppement surgissent dans les autres secteurs du livre et de la lecture, l'économie du livre par exemple.

Ces difficultés, comparées à la relative modestie des moyens d'intervention publique dont bénéficient ces secteurs, posent la question du coût et des bénéfices attendus de la mise en place des dispositifs d'observation globaux et lourds à manipuler. Elles font apparaître, a contrario, l'importance d'un approfondissement du dispositif éprouvé d'observation de la lecture publique, essentiel en raison du coût significatif de cette politique pour l'État et les collectivités territoriales.





Patrick Volpilhac rappelle que le SLL est en mesure, au moyen des cinq régions participant au dispositif interrégional d'observation des financements publics de la culture et grâce aux SRL des mêmes régions, d'établir une moyenne de l'intervention publique dans le champ du livre et de la lecture. La FILL propose de coordonner la réflexion sur l'observation et de satisfaire l'objectif de lisibilité de l'action publique. En revanche, la diminution des inégalités territoriales dans l'accès au livre et à la lecture suppose de mettre en place des diagnostics précis sur certains territoires.

L'intérêt de cette expérimentation d'observation partagée des financements publics du livre et de la lecture réside avant tout dans la construction d'un socle de questions permettant de révéler les possibilités et les points d'achoppement d'une telle démarche. Il faut poursuivre les expérimentations et le travail transversal sans oublier d'exploiter d'autres sources de données telles que les dossiers de demande de subvention des acteurs du secteur marchand, tout en apportant, dans la mesure du possible, des retours concrets aux opérateurs sollicités.

## Annexe 1

### Programme de la journée

Séminaire de travail du 30 mai 2011

« *Observation partagée des financements publics* »

- 10h30 – 10h45**      **Accueil par Nicolas Georges, Directeur du Livre et de la Lecture**  
et **Patrick Volpilhac, Président de la FILL**
- 10h45 – 11h00**      **Présentation générale du projet (contexte, attentes, perspectives )**  
Par **Véronique Palanché** et **Claire Bonello**, Action régionale du Service  
du livre et de la lecture
- 11h00 – 12h45**      **Approche sectorielle : les financements du livre et de la lecture**
- 1. CRL en Limousin : lecture publique, par Marie-Laure Guéraçague, directrice**
  - 2. ÉCLA Aquitaine : méthodologie et premiers constats, par Olivier du Payrat, directeur du département Livre**
- Questions, échanges et débat sur les deux expérimentations
- 14h15 – 15h30**      **Approche généraliste : les financements de la Culture**
- 1. « Les financements publics de la Culture en 2008 », enquête interrégionale : présentation de la méthodologie, état d'avancement de l'enquête, premiers retours méthodologiques, par Magali Blain, responsable de l'Observatoire de l'ARCADE**
  - 2. ARL PACA : le focus livre assuré par la SRL : méthodologie poursuivie, état de l'enquête, difficultés rencontrées, par Françoise Giniès, responsable administrative et Katy-Lise Atamian, chargée d'information**

Questions, échanges et débat sur cette expérimentation

**15h30 – 17h00**

**Discussion : Quelles pistes de collaboration partagée  
État/collectivités territoriales en matière d'observation ?**

**Avec l'exemple de Livre et Lecture en Bretagne : mise en place d'un  
dispositif d'observation partagée sur les territoires, par Christian Ryo,  
directeur.**

**Clôture de la journée par Nicolas Georges, Directeur chargé du  
Livre et de la Lecture.**

## Annexe 2

### Indicateurs proposés pour la collecte de données

#### 1. LECTURE PUBLIQUE

Secteur : Offre de lecture publique

Registre d'intervention : Fonctionnement des lieux de lecture / **Fluides**

*Cette information n'est pas disponible dans le questionnaire adressé par le Service du livre de la lecture à près de 4 000 bibliothèques municipales et à l'ensemble des bibliothèques départementales de prêt. Elle constitue une donnée déterminante dans l'aide à la décision d'investissement d'un élu.*

Détail des interventions

Structures publiques contribuant au financement des interventions : Communes, EPCI, Départements, DRAC

Bénéficiaires potentiels : BM, BDP, autres lieux de lecture publique

Nature : fonctionnement

Réalisation

Montant

#### 2. LECTURE PUBLIQUE

Secteur : Offre de lecture

Registre d'intervention : **Action culturelle**, animation, médiation

Détail des interventions : BDP, BM, autres

Structures publiques contribuant au financement des interventions : CNL, Régions, DRAC, Départements, EPCI, Communes, autres

Bénéficiaires potentiels : BM, autres lieux de lecture publique (à caractériser)

Nature

Réalisation

Montant

### 3. ÉCONOMIE DU LIVRE

Secteur : Édition

Registre d'intervention : **Aide au développement**

Détail des interventions

Structures publiques contribuant au financement des interventions : CNL, Régions, DRAC, Départements, EPCI, Communes, autres

Bénéficiaires potentiels : maisons d'édition (à caractériser)

Nature

Réalisation

Montant

### 4. ÉCONOMIE DU LIVRE

Secteur : Édition

Registre d'intervention : **Aide à la promotion et à la diffusion de la production éditoriale**

Détail des interventions

Structures publiques contribuant au financement des interventions : CNL, Régions, DRAC, Départements, EPCI, Communes, autres

Bénéficiaires potentiels : maisons d'édition (à caractériser)

Nature

Réalisation

Montant

### 5. ÉCONOMIE DU LIVRE

Secteur : Édition / Librairie

Registre d'intervention : **Aide à l'édition numérique, au passage au numérique (pour les librairies, mise en place d'un portail numérique)**

Détail des interventions

Structures publiques contribuant au financement des interventions : CNL, Régions, DRAC, Départements, EPCI, Communes, autres

Bénéficiaires potentiels : maisons d'édition ou librairies (à caractériser)

Nature

Réalisation

Montant

## 6. ÉCONOMIE DU LIVRE

Secteur : Librairie

Registre d'intervention : **Aide au développement**

Détail des interventions

Structures publiques contribuant au financement des interventions : CNL, Régions, DRAC, Départements, EPCI, Communes, autres

Bénéficiaires potentiels : librairies (à caractériser)

Nature

Réalisation

Montant

## 7. ÉCONOMIE DU LIVRE

Secteur : Librairie

Registre d'intervention : **Aide à l'exploitation**

Détail des interventions

Structures publiques contribuant au financement des interventions : CNL, Régions, DRAC, Départements, EPCI, Communes, autres

Bénéficiaires potentiels : librairies (à caractériser)

Nature

Réalisation

Montant

## 8. ÉCONOMIE DU LIVRE

Secteur : Librairie

Registre d'intervention : **Aide à l'animation et à la promotion**

Détail des interventions

Structures publiques contribuant au financement des interventions : CNL, Régions, DRAC, Départements, EPCI, Communes, autres

Bénéficiaires potentiels : librairies (à caractériser)

Nature

Réalisation

Montant

*Les points 6, 7 et 8 seront commentés par les SRL pour compléter l'aspect aménagement culturel du territoire.*

## 9. PATRIMOINE ÉCRIT

Secteur : Numérisation du patrimoine

Registre d'intervention : **Développement des outils de valorisation et diffusion du patrimoine numérique.**

Détail des interventions

Structures publiques contribuant au financement des interventions

Bénéficiaires potentiels

Nature

Réalisation

Montant



## 10. VIE LITTÉRAIRE ET CRÉATION

Secteur : Vie littéraire et animations

Registre d'intervention : **Organisation des manifestations en direction de tous les publics**

Détail des interventions

Structures publiques contribuant au financement des interventions : CNL, MEN, Régions, DRAC, SRL (inclus dans DRAC et Régions), Départements, EPCI, Communes, autres

Bénéficiaires potentiels

Nature

Réalisation

Montant

## 11. VIE LITTÉRAIRE ET CRÉATION

Secteur : Vie littéraire et animations

Registre d'intervention : **Lieux littéraires**

Détail des interventions

Structures publiques contribuant au financement des interventions : CNL, universités, Régions, DRAC, Départements, EPCI, Communes, autres

Bénéficiaires potentiels

Nature

Réalisation

Montant